

RAPPORT INTERIMAIRE

COMITE TECHNIQUE D'EXPERT (TCE) DE LA COMSTAT-OCI SUR “LES STATISTIQUES DE LA FINANCE ET DES OPERATION BANCAIRES ISLAMIQUES”

PAYS MEMBRES: Afghanistan, Azerbaïdjan, Bangladesh, Comores, Egypte, Gambie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Malaisie, Maldives, Mali, Palestine, Qatar, Soudan, Tadjikistan, Togo et Turquie

MEMBRES PERMANENTS: SESRIC et BID

CONTEXTE

En raison de l'importance croissante du rôle des statistiques dans tous les stades de la vie humaine, la Déclaration d'Istanbul de “La Réunion des ONS des Pays Membres de l'OCI” tenue à Istanbul, les 22-23 Mars 2010, a fait appel à la Réunion du Groupe d'Experts (EGM) sur les Statistiques Islamiques. La EGM, qui a été co-organisée par le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC) et le Département de la Statistique (DOS) de la Jordanie, les 21-22 Décembre 2010 à Amman, en Jordanie, pour discuter des besoins et des exigences de nouveaux indicateurs spécifiques aux Pays Membres de l'OCI, pourrait être considérée comme une première étape pour définir la portée des statistiques Islamiques et souligner la nécessité de lancer une base de données exhaustive sur le sujet, qui sera construit dans une structure scientifique, à travers des discussions approfondies par les pays membres de l'OCI. Les participants¹ à cette réunion ont identifié un cadre pour les Statistiques Islamiques et ont décidé de le présenter au cours de la Première Session de la Commission Statistique de la ComStat-OCI pour commentaires et approbation par les Pays Membres de l'OCI.

Le cadre de la Statistique Islamiques a été présenté par le DOS de la Jordanie au cours de la Première Session de la ComStat-OCI, tenue à Istanbul, en Turquie, les 11-12 Avril 2011. Comme une prochaine étape, la ComStat-OCI a mis en place un Groupe de Travail sur les Indicateurs Statistiques Spécifiques aux Pays Membres de l'OCI, conformément à la décision N° 4 de la session susmentionnée. Le Groupe de Travail comprend également l'Azerbaïdjan, Bangladesh, Comores, Egypte, Iran, Kazakhstan, la Turquie, la BID et SESRIC. La Jordanie a pris la responsabilité de diriger les activités du Groupe de Travail en tant que Pays Chef de File.

La Deuxième Session de la Commission Statistiques de l'Organisation de la Coopération Islamique (ComStat-OCI), co-organisée par le SESRIC et la Banque Islamique de Développement (BID), les 13-15 mai 2012 à Izmir, en Turquie, a profondément examiné le rapport et la présentation du Groupe de Travail sur les “Indicateurs Statistiques Spécifiques aux Pays Membres de l'OCI”. Selon l'analyse complète du rapport, la Commission a étendu la portée

1 Les experts des ONS de Bahreïn, Egypte, Jordanie, Malaisie, Palestine, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Emirats Arabes Unis, Yémen et la Banque Islamique de Développement (BID) ont participé à la réunion

de la question en considération et a décidé de suivre une approche de priorités selon les thèmes pour identifier une feuille de route décrivant les indicateurs pertinents spécifiques au Pays Membres de l'OCI. Trois thèmes, à savoir “Statistiques de la Finance et des Opérations Bancaires Islamiques”, “Statistiques de l’Industrie des Produits et de la Nourriture Halal” et “Statistiques des Wakf” sont considérés comme hautement prioritaires. En conséquence, on a décidé de créer un Comité Technique d'Experts (TCE) sur les trois thèmes précités dans l'ordre.

INTRODUCTION

La finance Islamique, aussi appelée finance participative ou finance basée sur l'équité ou finance de partage de profit et de perte, est un système financier où les institutions financières offrent des services financiers basés sur le principe du risque et de récompense partagés. Un nombre croissant d'études montrent que, la finance Islamique pleinement mise en œuvre est plus stable, équitable, inclusive et favorable à la croissance et, par conséquent, peut mieux servir le développement durable. Ainsi, la finance Islamique est en train de devenir une source alternative de financement, dans la lutte contre les principaux problèmes de développement rencontrés par beaucoup de Pays Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Le marché mondial des services financiers Islamiques, tels que mesuré par le volume total des actifs conformes à la charia, est estimé avoir atteint 1,1 trillions de Dollars Américains, à la fin de 2011, soit une progression significative de 33% par rapport à son niveau de 826 milliards de Dollars Américains en 2010. Bien que la part de la finance Islamique en actifs financiers mondiaux soit actuellement estimée seulement à environ 1%, l'importance de la finance Islamique va continuer à augmenter dans le système financier mondial.

Les Pays de l'OCI, avec une part collective de 98% dans ces actifs, continuent d'être les principaux acteurs de l'industrie. Les pays de l'OCI dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN), avec une part totale de 79% en 2011, abritent la majorité des actifs mondiaux de la finance Islamique. Les six pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) dans la région représentent 40% du 1.1 trillion de Dollars Américain de l'industrie de la finance Islamique mondiale. En Asie, où vit la majorité de la population Musulmane, l'industrie est largement sous-représentée avec une part relativement faible de 15%, ce qui, à son tour, implique un grand potentiel dans la région. Les grandes régions non-musulmanes telles que l'Australie, l'Europe et l'Amérique détiennent une part collective de 5% sur le marché mondial de la finance Islamique. D'autre part, les pays d'Afrique Sub-saharienne (ASS), qui font face à d'importants déficits de financement, en particulier dans le domaine d'infrastructure, manquent d'intégration dans le marché de la finance Islamique, qui est en train de devenir une nouvelle source de financement pour les grands projets de développement d'infrastructures.

La crise économique et financière mondiale de 2008-09 a ressorti un large éventail de questions concernant la stabilité et la solidité du système financier conventionnel. Cela a incité un réexamen global de la part de la communauté internationale sur l'adéquation de l'architecture économique et financière internationale actuelle et la recherche d'une solution plus durable. L'importance croissante accordée à l'éthique et la morale dans les transactions économiques et financières met en évidence les problèmes structurels qui minent la confiance dans le système actuel et, à son tour, le besoin pressant pour des solutions plus durables. Dans la recherche d'une nouvelle architecture, il y avait un consensus général sur la nécessité de restaurer les transactions financières à leur fonction de base – pour fournir des services à valeur ajoutée pour l'économie réelle. Ceci, en fait, représente l'essence même de la finance Islamique, qui peut être remontée aux principes de la charia.

OBJECTIF

Les Musulmans représentent environ un quart de la population mondiale et les pays de l'OCI sont répartis sur les quatre continents. Cependant, le niveau de pénétration de la finance Islamique dans les pays de l'OCI est limité à 4-5% du total des actifs bancaires à l'exception de quelques pays². Apparemment, les faibles taux de pénétration vis-à-vis des concentrations musulmanes élevées dans de nombreux pays de l'OCI, indiquent qu'il y a beaucoup de chance pour soutenir la croissance rapide de l'industrie de la finance Islamique, en atteignant plus de clients musulmans qui sont encore non bancarisés en raison de leurs sensibilités religieuses ou qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser les services financiers classiques pour répondre à leurs besoins de financement.

Construire une infrastructure de la finance Islamique qui fonctionne bien, est indispensable pour fournir à l'industrie un pied d'égalité. En outre, les régulateurs et les normalisateurs dans les pays de l'OCI devraient s'assurer que l'infrastructure de surveillance et juridique pour la finance Islamique demeure relative à l'évolution rapide du paysage financier Islamique et les développements mondiaux. Les efforts de développement d'infrastructures devraient aussi s'interfacer avec le programme de réforme financière mondiale.

Toutefois, afin de produire des politiques structurelles adéquates, saines et efficaces en matière d'infrastructures, les décideurs ont besoin de données. En conséquence, en premier lieu, l'industrie de la finance Islamique devrait être basée sur des statistiques pertinentes qui sont:

- a) fiable, exacte et dans les délais (c.à.d. les décideurs devraient être fournis par des données provenant des sources originales basées sur une méthodologie scientifique).
- b) comparables et consistantes (c.à.d. la base pour effectuer des comparaisons internationales dans les normes généralement reconnues devrait être établie).
- c) complète et axée sur les politiques. (c.à.d. les statistiques devraient aider à diagnostiquer les problèmes auxquels est confronté le système financier et travailler sur les voies de recours nécessaires.)
- d) interactives (c.à.d. les organismes statistiques concernés devraient être encouragés à produire et à améliorer les statistiques connexes).
- e) en référence. (c.à.d. la source des données doit être scientifiquement définie et gérée.)

Afin de répondre à ces critères, les Statistiques de la Finance et des Opérations Bancaires Islamiques devraient être intégrées dans les systèmes statistiques nationaux (NSS) des pays membres de l'OCI. Il existe donc un besoin urgent de lancer un cadre général pour les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques, que tout pays membre peut utiliser, si et quand il doit produire ce genre de statistiques au sein des statistiques officielles. La responsabilité de sa production sera prise conjointement par les Offices Nationaux de Statistique (ONS), les Banques Centrales et les autres agents concernés des NSS des pays membres de

² Les systèmes financiers d'Iran et du Soudan sont reconnus pour être pleinement Islamique. Au Bangladesh, où le taux de la pénétration de la finance Islamique est le plus élevé, l'industrie représente 65% du total des actifs bancaires, à Bahreïn, pour 46%, et, en Arabie Saoudite, pour 35%.

l'OCI. Le déploiement des statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques devrait être sur une base volontaire pour les pays en fonction de leurs priorités, ressources et besoins.

À cet égard, l'objectif principal du TCE sur les Statistiques de la Finance et des Opérations Bancaires Islamiques est *d'améliorer la base statistique de l'infrastructure des opérations bancaires et de la finance Islamiques*.

Par conséquent, les trois objectifs suivants devraient également être pris en compte, afin de permettre à la ComStat-OCI de réaliser sa **Vision Stratégique pour 2020**:

- favoriser l'harmonisation des concepts, des classifications et des méthodologies utilisés dans le cadre des activités statistiques dans les pays membres de l'OCI pour promouvoir la cohérence dans les systèmes statistiques;
- identifier les domaines prioritaires spécifiques pour les pays membres de l'OCI et développer une base conceptuelle et méthodologique pour les indicateurs suggérés des thèmes choisis, et
- élaborer un cadre d'assurance de la qualité pour les ONS des pays membres de l'OCI décrivant les outils et les procédures mises en place pour veiller à ce que les statistiques produites par les ONS soient de haute qualité, avec un accent sur les processus et les produits statistiques.

TACHES

Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus, les tâches du TCE devraient inclure:

1. examiner les tendances actuelles dans l'industrie des opérations bancaires et de la finance Islamiques et évaluer la situation actuelle des Statistiques de la Finance et des Opérations Bancaires Islamiques dans les pays membres de l'OCI ainsi que dans le monde;
2. élaborer des documents de référence pour les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques en facilitant une plus grande convergence et harmonisation des concepts et des définitions entre les pays membres de l'OCI
3. préparer les méthodologies que tout pays membre peut utiliser si et quand ils a besoin, pour produire ce genre de statistiques
4. définir les catégories sous les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques et identifier les priorités d'indicateurs compatibles avec les normes internationales (fiabilité, comparabilité, cohérence, etc.);
5. promouvoir le développement d'une base de données incluant les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques des des pays membres de l'OCI.
6. recommander des mesures pour aider les pays membres de l'OCI dans la collecte et la diffusion des indicateurs spécifiques;

7. se joindre à des mécanismes éventuels de coopération et de collaborations qui incluent la formation et l'éducation; entreprendre le développement de recherches conjointes et des publications, et la tenue des conférences conjointes, les programmes de renforcement des capacités tels que les séminaires et les ateliers entre les ONS, les Banques Centrales des pays membres de l'OCI et d'autres parties prenantes, en ce qui concerne les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques;
8. promouvoir les efforts nationaux et internationaux pour accroître le capital humain et élargir la base de compétences de l'industrie de la finance et des opérations bancaires Islamiques, en termes de statistiques;
9. signaler toutes les parties prenantes pour mettre davantage l'accent sur la qualité plus que la quantité de la croissance de l'industrie, en démontrant le potentiel intrinsèque de la finance et les opérations bancaires Islamiques afin de soutenir l'activité réelle du secteur et donc le développement durable, etc.;
10. Accroître la sensibilité sur les statistiques de la finance et des opérations bancaires Islamiques, au niveau de l'OCI ainsi qu'au niveau international, pour développer la finance Islamique et la rendre une principale alternative de financement au système conventionnel basé sur les intérêts.

CONCLUSION et La VOIE A SUIVRE

La dernière décennie dans l'histoire de la finance et les opérations bancaires Islamiques est remarquable pour ses nombreux jalons importants et par la croissance rapide qui a été connue. Un développement important au cours de la dernière décennie a été l'importance croissante de la dimension internationale de la finance Islamique et son rôle accru dans le système financier mondial, avec les pays de l'OCI comme étant les principaux fournisseurs de services financiers Islamiques.

L'industrie des opérations bancaires et finance Islamiques sert comme une bonne cause en mobilisant des ressources financières de beaucoup de Musulmans pieux qui seraient autrement laissées amassées en dehors du secteur financier, augmentant ainsi l'inclusion financière. Puisque le monde se bat pour surmonter les crises financières et économiques de plus en plus fréquentes, les pays de l'OCI ont la possibilité d'adopter l'économie Islamique comme une approche indigène pour guider leurs réponses de politique économique.

Pour que cela se produise de façon significative, les fondements théoriques Islamiques et leurs connexions à l'élaboration et l'application des politiques doivent avoir une plus grande attention et être intégrés. Toutefois, afin de produire des politiques saines et efficaces sur toutes les questions de l'industrie de la finance Islamique, afin de fournir des solutions concrètes aux défis émergents, pour débloquer le potentiel du marché, les décideurs doivent s'appuyer sur des données répondant à des critères spécifiques. À cet égard, il est très important de mesurer avec précision la contribution de l'industrie à l'économie des pays membres de l'OCI.

Prenant en considération tous ces données, au cours de la période 2013-2014, le TCE sur les Opérations Bancaires et Finance Islamiques envisagent de:

- établir un plan de travail exécutif, préparer la documentation nécessaire (Manuel Statistique pour les Indicateurs des Opérations Bancaires et Finance Islamiques, Méthodologie de Collecte des Indicateurs des Opérations Bancaires et Finance Islamiques, etc.);
- organiser une réunion physique ou virtuelle pour discuter des questions en détail;
- lancer le processus de production de statistiques des opérations bancaires et finance Islamiques à travers l'implication des pays membres de bénévolat. (Dans cette affaire, les potentiels présents dans les dossiers administratifs devraient être pleinement utilisés. Les enquêtes pilotes devraient également être menées dans les pays membres volontaires de l'OCI, afin de recueillir des données sur les thèmes convenus.)
- élaborer un cadre général pour le développement de la base de données des statistiques des opérations bancaires et finance Islamiques;
- informer tous les pays membres sur les développements dans le domaine des statistiques des opérations bancaires et finance Islamiques.

ANNEXE I: Les indicateurs proposés pour les Statistiques de la Finances et des Opérations Bancaires Islamiques

Code	Indicateur	Définition
1	Nombre de Banque Islamique par Type	Le nombre de banques Islamiques (ou des banques participantes conformes à la charia) opérant à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les banques participantes peuvent être définies comme des institutions qui opèrent principalement pour la collecte des fonds, par le biais de comptes courants spéciaux et des comptes de participation et l'octroi de prêts en vertu de directives spécifiques. Les types peuvent être classés conformément à la possession des banques participatives comme appartenant à l'État, les banques privées ou participantes étrangère ou les banques Islamiques à part entière, les guichets bancaires Islamiques entièrement distincts, les conversions à des banques Islamiques à part entière. Les types doivent être enrichis en considérant les différentes pratiques des pays.
2	Part des Banques Islamiques dans le Système Bancaire	La part des banques participantes dans le secteur bancaire globale du pays (c.à.d. en volume et en nombre)
3	Nombre de Succursales de Banques Islamiques	Le nombre de succursales (y compris le siège et les guichets automatiques) fournissant des services bancaires Islamiques.
4	Nombre d'Employés dans les Banques Islamiques	Le nombre de travailleurs employés dans le système bancaire Islamique
5	Nombre de Clients Utilisant le Système Bancaire Islamique	Le nombre de clients ayant un compte dans les banques Islamiques (banques participantes)
6	Caractéristiques des Utilisateurs du Système Bancaire Islamique	Les caractéristiques de base des utilisateurs des systèmes de services bancaires Islamiques (Banques Participantes) tels que l'âge, la tranche de revenu, le niveau d'éducation, la nationalité, etc.)
7	Ratios Financiers des Banques Islamiques	Les principaux ratios financiers des banques Islamiques tels que la rentabilité, la suffisance du capital.
8	Les Actifs Conformés à	Le total des actifs des banques Islamiques dans le pays par

	la Charia	échéance (c.à.d. à court terme ou à long terme)
9	Les Dettes Conformées à Charia	Le total des actifs des banques Islamiques dans le pays par échéance (c.à.d. à court terme ou à long terme)
10	Les Dépôts dans les Banques Islamiques par Type	Le volume total de l'encours des dépôts bancaires Islamiques par type (c.à.d. les comptes en cours, les comptes d'épargne et les comptes d'investissement). Les comptes d'épargne et d'investissement peuvent en outre être classés par la concentration du secteur (immobilier, etc.) et par objectif (Mudaraba, Moucharaka, Murabaha, Sukuk, Ijaraj, bai Salam, etc)
11	Les Prêts des Banques Islamiques	Le volume total des prêts prêtés par les banques Islamiques. Ils peuvent être classés par: totale et concentration par secteur (immobilier, etc.) et par objectif (Mudaraba, Moucharaka, Murabaha, Sukuk, Ijaraj, bai Salam, etc.). Il s'agit aussi de volume des crédits accordés par les banques Islamiques.
12	Volume de Crédits Accordés par les Banques Islamiques	Le montant des crédits accordés par les Banques Islamiques (Banque Participante) par secteurs
13	Les Projets Financés par les banques Islamiques	Le nombre et la valeur des projets financés par les banques Islamiques: Total, par secteur et par type de contrat de participation (Mudaraba, Moucharaka, etc.)
14	Volume des Sukuk (Crédits Islamiques) par types	Les sukuk sont des certificats financiers équivalents aux crédits. Comme revenu fixe, les crédits conventionnels portant des intérêts ne sont pas autorisés dans l'Islam, les titres Sukuk sont structurés de manière à se conformer à la loi Islamique et ses principes d'investissement, qui interdisent le chargement ou le paiement d'intérêts. Sukuk peut aussi être structuré à côté de différentes techniques. Alors qu'une obligation classique est une promesse de rembourser un prêt, Sukuk constitue une propriété partielle d'une dette (Sukuk Murabaha), actifs (Sukuk Al Ijara), projets (Sukuk Al Istisna), entreprise (Sukuk Al Moucharaka), ou investissement (Sukuk Al Istithmar). Les actifs financiers qui sont conformes à la loi Islamique peuvent être classés selon leur négociabilité et non-négoiability dans les marchés secondaires. Plus de classifications peuvent être réalisées selon la taille et la marge/ténor du sujet.

15	Volume du Marché Takaful (Assurance Islamique)	Takaful est généralement considéré comme un équivalent de l'assurance conventionnelle par laquelle un groupe de personnes accepte de partager un certain risque en recueillant une somme fiée de chacun. Toutefois, l'assurance conventionnelle contient Al-Gharar (incertitude), Al-maisir (jeu) et Riba (jeu de hasard) qui sont strictement interdit dans l'Islam alors que Takaful est basé sur l'idée que ce qui est incertain et donc risqué par rapport à un individu, peut cesser d'être incertain à l'égard d'un très grand nombre d'individus semblables.
16	Nombre d'Entreprises Takaful	Nombre d'entreprises Takaful actif dans le pays
17	Institutions Islamiques Financières de Microcrédit (IMFI)	Nombre d'IMFI conformes à la charia dans le pays
18	Volume du Microcrédit Fourni	La valeur du microcrédit donné par les IMFI dans le pays